

La Hongrie, laboratoire de l'illibéralisme et défi pour l'Union européenne



DÉMOCRATIE &
INSTITUTIONS

DÉCRYPTAGE
AVRIL 2026

Rarement une élection n'aura été autant scrutée, ni commentée en Europe. Le 12 avril prochain, les électeurs hongrois sont appelés aux urnes pour des élections législatives qui peuvent s'avérer très difficiles, voire fatales, pour le Premier Ministre hongrois, Viktor Orbán, au pouvoir depuis seize ans. Son principal opposant, Péter Magyar du parti Tisza (Respect et Liberté), caracole nettement en tête selon les derniers sondages¹ avec 10 points d'avance sur le parti au pouvoir, le Fidesz. Même les instituts de sondage proches du gouvernement donnent une avance considérable à Tisza. Outre le Fidesz et Tisza, seuls trois autres partis sont en lice. Mi Hazánk (Notre Patrie), parti d'ultra droite affilié au groupe politique ESN (Europe des Nations souveraines) ouvertement antisémite, homophobe et complotiste, pourrait entrer au Parlement (alors qu'il est crédité de 4 à 8% des intentions de vote) et jouer un rôle de faiseur de roi à l'issue des élections. Un deuxième parti, l'opposant historique du Fidesz, Coalition Démocratique

(DK), ne convainc plus les électeurs désormais enclins à voter pour Tisza et ne comptera sans doute aucun député élu. Quant au parti radical de centre-gauche, le MKKP (Parti du Chien à Deux Queues), il risque aussi de pâtir du choix du vote utile par les opposants au Fidesz qui glisseront dans l'urne le bulletin Tisza, et de ne pas entrer au Parlement.

Malgré l'avantage gigantesque du Fidesz qui dispose pour sa campagne à la fois de fonds publics et de médias relayant le narratif du gouvernement, Péter Magyar a su se faire entendre en menant une campagne sur des enjeux nationaux : promesse de rétablissement du pouvoir d'achat des ménages, dénonciation de la corruption systémique du Fidesz...

L'un des premiers objectifs de Péter Magyar, s'il est élu, sera de réclamer le déblocage des milliards d'euros de fonds structurels gelés par l'Union européenne et d'investir cet argent dans les hôpitaux, l'éducation, le transport.

Clotilde Warin,
Chercheuse
associée, enjeux
de démocratie

1 <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/hungary/>

Sur les enjeux européens, le leader du Tisza ne fera plus usage de véto systématiques mais ses positions ne seront pas pour autant entièrement à front renversé : il aura des positions dures sur les enjeux de migration, et s'affichera ferme envers l'Ukraine (proposition d'un référendum quant à son entrée dans l'UE, refus d'envoi de troupes en Ukraine). Il entend néanmoins réduire la dépendance vis-à-vis de l'énergie russe d'ici... 2035, et limiter l'empreinte chinoise sur le pays.

Cependant, les estimations, désormais concordantes, qui donnent le Fidesz largement perdant rendent le pouvoir très fébrile et laissent entrevoir une possible dérive autoritariste de Viktor Orbán. Le 5 avril, le Premier Ministre hongrois, aidé de son allié le Président serbe Aleksandar Vucic, a prétexté la découverte de deux sacs d'explosifs près de la section serbe du gazoduc approvisionnant la Hongrie pour convoquer une réunion d'urgence du Conseil de Défense et imputé, sans preuves, l'attaque à l'Ukraine. Viktor Orbán entend se targuer du soutien des États-Unis avec la visite du vice-Président JD Vance à quelques jours du scrutin. Viktor Orbán semble prêt à tous les coups, et le risque pourrait être qu'il conteste sa défaite...

* * *

Viktor Orbán, le Premier Ministre hongrois, s'est imposé comme un acteur incontournable des Conseils européens de ces dernières années en cassant les règles tacites entre États membres fondées sur le respect et la recherche du consensus et en usant régulièrement de son droit de véto, paralysant de fait l'action européenne. Face à cette opposition quasi-systématique reposant sur une logique transactionnelle, l'Union européenne semble ne pas parvenir à trouver la parade. Et, de fait, alors que des concessions lui sont faites (négociations en coulisses parfois à l'issue de repas en tête à tête avec certains de ses homologues européens), le nombre de dossiers bloqués par Viktor Orbán augmente : prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine, recours à la Facilité européenne pour la Paix afin de rembourser les dons d'armes à Kyiv, sanctions contre les

colons israéliens violents en Cisjordanie... Et la « méthode Orbán » semble faire des émules. Le Premier Ministre hongrois bénéficie désormais de l'appui de la Slovaquie dans le blocage de deux autres dossiers : le 20^e Paquet de sanctions contre la Russie et les mesures contre le parti pro-russe de Tbilissi, le Rêve géorgien (RS).

Signe néanmoins d'un ébranlement du système qu'il a mis en place depuis seize années, Viktor Orbán est, le 12 avril prochain, confronté à la plus difficile élection de ses mandats successifs. Pour répondre à ce défi, il déploie ses armes habituelles (diatribes anti-Union européenne, déchaînements contre l'Ukraine), s'affiche aux côtés de ses alliés – la Russie mais aussi les MAGA aux États-Unis –, dépense des sommes gigantesques afin d'influencer le débat. Au-delà de l'issue d'une élection qui s'annonce plus que serrée, le cas Orbán est d'abord et avant tout un défi pour l'Union européenne. L'UE est-elle assez bien armée pour répondre à un tel détricotage de l'État de droit et des principes fondateurs de l'UE au sein d'un de ses États membres ? De quels moyens dispose-t-elle ou peut-elle envisager pour lutter contre la paralysie des décisions du Conseil de l'Union européenne, soumis à la règle de l'unanimité ? Car, au-delà du cas Orbán, les comportements d'obstruction de dirigeants illibéraux semblent désormais menacer le fonctionnement d'une Union européenne qui était fondée sur la négociation et la confiance.

* * *

L'Union européenne a un problème hongrois. La confiscation du débat et la paralysie qu'elle entraîne au sein du Conseil européen vont de pair avec une dégradation systématique de la démocratie en Hongrie. En seize années de pouvoir, le régime Orbán a fait dégringoler le pays dans les classements des instituts mesurant l'état de la démocratie. Freedom House définit, depuis 2018, la Hongrie comme « partiellement libre »² ; depuis 2020, l'Institut V-Dem la qualifie de « régime hybride » et le Parlement européen en 2022 la désigne comme « autocratie électorale »³.

² <https://freedomhouse.org/country/hungary/freedom-world/2026>

³ <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20220909IPR40137/meps-hungary-can-no-longer-be-considered-a-full-democracy>

Cinq domaines clefs y sont désormais mis au pas : la justice depuis la modification de la Constitution en 2011 qui sabre son indépendance et ouvre des postes-clefs à des fidèles du Fidesz (Procureur général...) ; les médias sur lesquels l'État a la mainmise ; le secteur économique dans les mains du cercle rapproché d'Orbán ; l'espace civique bridé, et les enjeux culturels marqués par des prises de position anti LGBT et une réécriture de l'Histoire⁴. En outre, la Hongrie est l'État membre (avec la Bulgarie) le plus mal classé par Transparency International (84^e rang)⁵. Ce contexte illibéral affecte la scène européenne, pas seulement parce que les enjeux de politique européenne sont instrumentalisés à des fins de politiques intérieure par Orbán, mais aussi parce qu'au regard de l'intégration européenne, les dynamiques intérieures affectent la sphère européenne.

• Contexte illibéral

Cette imbrication se reflète dans la campagne législative de cette année. Dans les rues de Budapest, la capitale hongroise, des affiches du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, dévoilent sous les visages d'Ursula von der Leyen, de Volodymyr Zelensky et de Péter Magyar, le chef de l'opposition hongroise en lice pour les élections d'avril, le slogan : « Ils sont le risque ». Et les consignes sont claires : « Votez pour la sécurité (certainty). Nous sommes la stabilité ». Car, pour la première fois, l'édifice bâti de toutes pièces par l'ancien libertaire⁶ devenu l'une des voix populistes les plus influentes de l'UE, et qui semblait être une citadelle imprenable, vacille. L'opposition demeure en tête des sondages même si ces bons pronostics ne garantissent pas la victoire du parti de l'opposition, Tisza (Respect et Liberté), compte tenu notamment des particularités du système électoral hongrois qui constitue une autre entorse faite par Viktor Orbán aux standards démocratiques

habituels. De fait, au cours des dix années précédentes, Viktor Orbán a régulièrement amendé la Loi électorale, et encore tout récemment à l'hiver 2025, afin de garantir le succès du Fidesz. Scrutin après scrutin, le nombre de partis à même de se présenter se réduit comme peau de chagrin en raison des règles imposées par le pouvoir⁷ : on en comptait une douzaine dans les années 90, moins de 10 en 2012 et, cette année, 5 uniquement. Les circonscriptions sont en outre régulièrement reconfigurées et élargies afin, par exemple, d'élargir le centre de Budapest à des banlieues plus favorables au Fidesz que le centre-ville de la capitale. Désormais, la plus « petite » circonscription rassemble 55 000 électeurs. Et le système garantit une prime au parti qui arrive en tête.

Pour faire taire ses opposants et faire oublier ses maigres résultats nationaux (croissance ralentie, déficit budgétaire de 5%, inflation, dépréciation et volatilité du forint, ...), Viktor Orbán use de méthodes éprouvées : la désignation de boucs émissaires assortie de messages simplistes. Il y a quatre ans, lors d'élections déjà tendues, Viktor Orbán avait remporté la mise en dénonçant les « va-t'en-guerre européens » et en promettant « paix » et « prospérité » à ses concitoyens. Difficile de reprendre les mêmes slogans alors que la situation économique du pays est délicate, mais plus aisé de désigner un ennemi unique : Volodymyr Zelensky accusé de vider les caisses de l'UE, de mettre en péril la stabilité du continent, et stigmatisé comme corrompu. Les événements récents reflètent la volonté de céder à une politique spectacle : un convoi de la banque d'État ukrainienne, Oschadbank, a été appréhendé, début mars, par les forces anti-terroristes hongroises, les convoyeurs un temps détenus, et les sommes transportées (80 millions de dollars ainsi que des lingots d'or) demeurent toujours sous séquestre en Hongrie.

4 Des thèses que Viktor Orbán développe au fil de ses « discours d'évaluation annuels » à la nation – le dernier en date étant celui du 14 février 2026. <https://miniszterelnok.hu/en/discours-devaluation-annuelle-de-viktor-orban-2026-02-14/> Ou lors des Sommets de la Démographie qui se tiennent à Budapest tous les deux ans, ou encore lors de ses déplacements en France devant les militants du RN en juin 2025.

5 <https://www.transparency.org/en/cpi/2025>

6 Viktor Orbán a commencé sa carrière politique en s'opposant la tenue d'élections libres et le départ des troupes soviétiques. Et est devenu, en 1992, vice-Président de l'Internationale libérale lors du Congrès de Mayence.

7 Afin qu'un parti puisse constituer une liste nationale, il lui faut présenter des candidats dans un certain nombre de circonscriptions individuelles (75 sur les 106 circonscriptions), ce qui n'est pas possible pour un certain nombre de partis et de plus onéreux. En raison de ce système, le Jobbik, parti néo-nazi qui s'est depuis quelque peu recentré, présente des candidats à l'échelle locale, mais ne dispose pas de liste nationale.

Un tel sensationnalisme démontre la fébrilité d'un pouvoir qui, pourtant, a mis au pas la vie politique et sous cloche la société civile. Comme le décrypte très bien la politiste Edit Zgut-Przybylska, « la Hongrie fait office de laboratoire négatif, où les organisations de la société civile, les mouvements sociaux indépendants et les collectivités locales sont constamment pris pour cible au sein d'un système municipal affaibli »⁸. Les aides d'État ne parviennent qu'à des organisations alignées sur les politiques de Viktor Orbán. Depuis 2023, comme le note Marzenna Guz-Vetter⁹, les ONG disposant de financements étrangers sont soumises à une surveillance systématique de l'État en vertu de la Loi sur la Protection de la Souveraineté nationale. Et cet environnement hostile a contribué à la diminution du nombre d'ONG enregistrées (elles sont passées de 23 450 en 2010 à 19 190 en 2023) mais surtout 1 ONG sur 6 a dû modifier son domaine d'activité ou renoncer à des financements étrangers par crainte de conséquences juridiques. De même, les médias ont été placés aux mains d'hommes proches du pouvoir. « Entre 2015 et 2023, plus d'1 milliard d'euros de publicité publique et de subventions a été versé à des médias pro-gouvernementaux, tandis qu'un groupe d'entreprises lié à Lőrinc Mészáros, ami d'enfance et allié du Premier ministre Orbán, a décroché des marchés publics d'une valeur de 1,56 milliard d'euros, dont 83 % ont été financés par les fonds structurels de l'UE »¹⁰, pointe le rapport de la plateforme d'analyse et d'information sur l'Europe centrale, Visegrad Insight, dénonçant l'« oligarchisation » de la Hongrie.

• Alter-UE

Au-delà de son action au niveau national, Viktor Orbán a de plus fortes ambitions et entend se poser en chef de file de l'internationale ultra-conservatrice de type « MAGA ». Il se rêverait à la tête d'une alter-UE, fidèle aux racines alléguées d'une Europe supposément dévoyée par le « wokisme ». Le 16 janvier dernier, le jour de l'ouverture de la campagne électorale, une vidéo regroupant des témoignages de soutien de 11 leaders de droite radicale a été publiée sur X, parmi lesquels ses colistiers du Groupe « Patriotes pour l'Europe » au Parlement européen (Marine Le Pen ; l'Allemande Alice Weidel de l'AfD ; le Néerlandais Geert Wilders du PVV mais aussi l'Italien de la Ligue du Nord, Matteo Salvini), la Présidente du Conseil Giorgia Meloni, ou le Président tchèque Andrej Babis. Des figures extra-européennes se sont aussi prêtées au jeu au nom de leur convergence idéologique, comme le Président argentin Javier Milei, ou encore Benyamin Netanyahu.

Viktor Orbán entend afficher ses alliances avec les grandes puissances, fussent-elles des adversaires ou des rivaux de l'Union européenne. Le Premier Ministre n'a cessé de renforcer ses liens avec la Chine depuis son retour au pouvoir en 2010, un pays avec lequel il a noué un « partenariat stratégique global à toute épreuve » en 2024. Dès 2023, la Chine est devenu le premier investisseur du pays. Pour conjurer le déficit budgétaire rampant accentué par le gel des fonds structurels européens, la Hongrie a contracté, au printemps 2024, un prêt d'un milliard d'euros auprès de la Chine. Dès 2010, c'est avec la Russie que Viktor Orbán a également choisi de resserrer les liens, citant Vladimir Poutine comme un modèle réussi de régime illibéral. Au fil des ans, la dépendance de la Hongrie vis-à-vis de la Russie s'accroît. Elle est patente dans le domaine énergétique (en 2025, 92% de son pétrole brut vient

8 Edit Zgut-Przybylska, "Poland Shows Hungary How Grassroots Democracy Can Defeat Authoritarian Drift", Social Europe, Décembre 2025 <https://www.socialeurope.eu/poland-shows-hungary-how-grassroots-democracy-can-defeat-authoritarian-drift>

9 Marzenna Guz-Vetter, "Central European Civil Society Is Caught Between Austerity and Authoritarianism", Visegrad Insight, juillet 2025 <https://visegradinsight.eu/central-european-civil-society-is-caught-between-austerity-and-authoritarianism/>

10 Karolina Choina Wojciech Przybylski Luca Soltész, « De-Oligarchisation as a Strategy to Enhance Security and Political Freedom of Hungary and the European Union », Visegrad Insight, automne 2025 <https://visegradinsight.eu/app/uploads/2025/12/Europe-Future-Forum-2025-Polish-Hungarian-Seminar-One-De-oligarchisation-Brief-Visegrad-Insight-Res-Publica-Foundation-Felczak-Institute.pdf>

de Russie contre 61% en 2022 ; projet de nouvelle centrale nucléaire Paks II confié à la Russie...). Mais est aussi politique : un tout récent article¹¹ fait état de l'existence d'une ligne directe entre la Hongrie et le Kremlin ayant offert à la Russie des informations confidentielles issues des Conseils de l'Union européenne pendant des années. Viktor Orbán s'est rendu lui-même quatre fois à Moscou depuis février 2022, et Péter Szijjártó, son Ministre des Affaires étrangères, s'y est rendu à plus de dix reprises. Et, dans le cadre de la campagne, des agents du service de renseignement russe (GRU) ont pris leur quartier à Budapest, laissant envisager un possible scénario d'ingérence électorale à la moldave. Quant à la mission d'observation électorale conduite par l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) dépêchée pour les élections d'avril, elle est coordonnée par l'ancienne interprète de Vladimir Poutine, Daria Boyarskaya¹²...

Avide d'apparaître comme un leader de poids, Viktor Orbán surjoue la proximité avec les États-Unis alors que l'administration Trump ne cesse d'envoyer des signaux négatifs, voire hostiles, à une UE qu'elle entend mettre au pas. De fait, la stratégie nationale de sécurité des États-Unis fait mention de sa volonté de soutenir les forces de droite conservatrice en Europe : « Nous souhaitons collaborer avec des pays qui partagent nos valeurs et qui souhaitent retrouver leur gloire d'antan »¹³. Une phrase qui s'applique parfaitement à la Hongrie. Sur Truth Social, le Président américain affiche un soutien sans faille vantant leur proximité : « Sous mon mandat, les relations entre la Hongrie et les États-Unis ont atteint de nouveaux sommets en matière de coopération et obtenu des réalisations spectaculaires »¹⁴. Cette année, la date de la grande messe des droites conservatrices – l'édition hongroise de la CPAC (Conservative Political Action

Conference) – a été avancée au 21 mars afin que Donald Trump puisse y venir en personne, comme l'an dernier, mais Trump n'a pas fait le déplacement. Et n'étaient présents que des officiels américains de second rang comme Stefano Forte, président du New York Young Republican Club, et deux membres moins connus de la Chambre des représentants : les députés Russ Fulcher et Andy Harris. Au Fidesz, on se console depuis l'annonce de la visite du vice-Président des États-Unis, JD Vance, quelques jours avant la tenue du scrutin, les 7 et 8 avril. En réalité, les liens entre Viktor Orbán et la sphère MAGA (Make America Great Again) demeurent asymétriques. À travers la Fondation Lajos Batthyány, qui finance notamment la CPAC Hongrie, Orbán a rétribué avec largesse des lobbyistes américains chargés de développer aux États-Unis dans les cercles proches de Trump un narratif en faveur de la Hongrie, et notamment de promouvoir la fin du soutien américain à l'Ukraine¹⁵. Des liens nourris ont été noués avec la Heritage Foundation, un des think tanks conservateurs les plus actifs de Washington.

• Réarmement intellectuel

Pour diffuser ses idées, Viktor Orbán ne compte pas uniquement sur ses alliés, ni sur une seule structure. La Fondation Lajos Batthyány (BLA) finance aussi le Centre pour les Droits fondamentaux ainsi que l'Institut du Danube et le journal European Conservative, autant d'organisations dont l'objectif est de protéger identité et souveraineté nationales, et de préserver les « traditions chrétiennes ». Le Premier Ministre hongrois a aussi choisi, dès 2022, de remplacer l'IFAT (Institut des Affaires étrangères et du Commerce), le think tank lié au ministère des Affaires étrangères, par l'Institut hongrois d'Affaires internationales (HIIA) qui est directement rattaché au Premier Ministre. En 2023, a été nommé à

11 https://www.washingtonpost.com/world/2026/03/23/orban-opponent-calls-alleged-russian-backchannel-treason/9187fd1e-26ca-11f1-a0f2-3ba4c9fe08ac_story.html

12 Daria Boyarskaya, qui est conseillère spéciale au bureau de liaison de Vienne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, a été l'interprète de Vladimir Poutine (notamment lors des entretiens avec Donald Trump sous son premier mandat) et a travaillé au sein du Ministère des Affaires étrangères russe. Elle est sur la liste des personnalités sous sanction en Pologne, et y est interdite d'entrée.

13 « We want to work with aligned countries that want to restore their former greatness ». <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

14 <https://truthsocial.com/@realDonaldTrump/posts/116286710096907230>

15 <https://www.theguardian.com/us-news/2023/dec/10/hungary-viktor-orban-republicans-ukraine-aid?s=03>

sa tête un Américain, Gladden Pappin, originaire du Missouri, détenteur d'un doctorat à Harvard sur un thème assez éloigné de la géopolitique contemporaine¹⁶. Co-organisateur du Forum sur les Balkans qui se tient tous les ans à Budapest, au printemps, l'Institut des Affaires internationales choisit d'y offrir des débats de plus en plus encadrés ; désormais, les panels ne sont même plus ouverts au moment, pourtant toujours très attendu, des questions-réponses.

Sous la houlette de l'incontournable Balasz Orbán¹⁷, directeur politique de Viktor Orbán et auteur de *Comprendre la Stratégie hongroise*¹⁸, le bras armé hors de Hongrie de ce réarmement intellectuel est le Mathias Corvinus Collegium (MCC), plus connu du grand public que l'Institut d'Affaires internationales puisqu'il s'adresse aux élèves et étudiants et se présente comme étant « non neutre du point de vue des valeurs » et enclin à développer le « patriotisme », le « respect des traditions » et le « futur du monde occidental ». Le MCC, qui gère des universités aux orientations politiques conservatrices radicales en Hongrie, en Autriche et en Slovaquie, et qui prévoit de poursuivre son expansion, est grassement doté. L'État hongrois lui a octroyé un budget phénoménal, estimé à 1,5 milliard d'euros, par le biais de la Loi cardinale XXVI de 2020¹⁹. Cette dotation comprenait des biens immobiliers ainsi qu'une participation de 10 % dans la société publique pétrolière et gazière MOL et aussi dans la firme pharmaceutique Gedeon Richter. Ce qui lui assure un confortable budget chaque année de plusieurs millions d'euros. Dès 2022, le MCC a aussi ouvert une antenne à Bruxelles afin soi-disant de sortir des « stériles débats » des

think tanks bruxellois²⁰, et en pratique d'axer conférences et publications sur les questions de genre, de dérégulation ou les critiques des politiques environnementales. Sur les enjeux du futur de l'Europe²¹, le MCC affiche clairement son projet : l'objectif est de constituer une communauté de nations et ainsi de restaurer la « démocratie » et « la souveraineté nationale ». Et les griefs égrenés sont connus puisque ce sont les éléments répétés à l'envie par Viktor Orbán lui-même : l'UE pâtirait d'un déficit démocratique lié à des institutions non élues et à un processus de décision opaque. Les dérives vers une structure européenne quasi fédérale contribueraient à obérer la marge de manœuvre des États membres ; et l'expansion du pouvoir de la Commission et du Parlement européen achèveraient de discréditer une instance en outre minée par des institutions jugées idéologisées. Au Parlement européen, le dessein de Viktor Orbán est de constituer une majorité alternative afin d'arracher le PPE (les Démocrates-chrétiens du Parti populaire européen) à l'orbite de l'alliance majoritaire historique que le PPE forme avec le groupe S&D (Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates). Une alliance qui s'est révélée effective lors de votes récents mettant en lumière la rupture du « cordon sanitaire » en cours au niveau européen²². Pour asseoir cette nouvelle dynamique fondée sur l'énonciation d'un nouveau narratif, un « Observatoire des ingérences dans la démocratie »²³ a été mis en place qui reprend les termes exacts des institutions européennes pour les détourner. Désormais, la désinformation serait le fait des institutions de l'UE, et la liberté d'expression est dite confisquée par l'UE dans une rhétorique qui a été celle du vice-président américain, JD Vance, à la Conférence

16 Sa thèse porte sur le fonctionnement de l'église médiévale.

17 Aucun lien de parenté avec Viktor Orbán.

18 Balázs Orbán, *Comprendre la stratégie hongroise*, La Nouvelle Librairie Éditions, coll. Iliade, 2023. Publié en hongrois et traduit en 5 langues.

19 <https://net.jogtar.hu/jogszabaly?docid=a2000026.tv>

20 <https://www.euractiv.com/interview/fidesz-linked-eu-think-tank-plans-to-shake-up-brussels-bubble/>

21 Rodrigo Ballester. Damille Devenyi et alii, "The great reset: restoring Member States sovereignty in the European Union", March 2025. <https://europeanstudies.mcc.hu/uploads/default/0001/01/b9a68e04cc3f4ae7bbbaf037290cd7242feef6b.pdf>

22 L'alliance entre le PPE et les groupes politiques d'extrême droite dont celui de Viktor Orbán a permis le vote de textes détricotant des mesures du « Green deal » (loi sur la déforestation) ; tout récemment, en mars, l'alliance entre le PPE et les trois groupes politiques d'extrême-droite sur le nouveau « Règlement Retour » qui renforce les outils d'expulsion des personnes en situation irrégulière sur le territoire de l'Union.

23 <https://www.hungarianconservative.com/articles/current/mcc-brussels-ldemocracy-interference-observatory/>

de Sécurité de Munich de 2025²⁴. L'objectif de cette nouvelle initiative est de « mettre en lumière, de documenter et d'analyser la manière dont l'Union européenne et les acteurs qui lui sont liés influencent les élections nationales à travers l'Europe ». Et, de fait, cet Observatoire est une réponse directe à la mise en place par la Commission dans le cadre du « Bouclier démocratique européen » du Centre européen pour la Résilience démocratique dont l'objectif est « d'anticiper, détecter et contrer les menaces pesant sur nos démocraties »²⁵.

• UE à la peine

Face à une telle force de frappe, les réponses européennes paraissent faibles, peu tangibles et surtout lentes dans un contexte géopolitique tendu, alors que la guerre d'agression russe est entrée dans sa quatrième année, et dans une situation démocratique fragilisée par la fin des financements de l'USAID qui permettaient à un grand nombre d'organisations de la société civile de survivre dans un contexte hostile. L'UE, en tant que structure normative, peine à répondre à l'exercice informel du pouvoir des gouvernements illibéraux, comme l'analyse depuis plusieurs années Edit Zgut-Przybylska²⁶. De fait, l'UE ne parvient pas à appréhender et contrecarrer la corruption clientéliste, le contrôle des médias par des oligarques ou alliés proches des gouvernements illibéraux, pas plus que le clientélisme électoral. Le nouveau contexte est plus difficile à appréhender : les pressions structurelles ne sont plus diffuses mais désormais portées par des acteurs clairement identifiables et qui agissent à différents niveaux. Daniel Hegedüs l'explique parfaitement dans son dernier rapport²⁷. L'espace civique subit des attaques convergentes provenant des forces

illibérales en place ou émergentes au sein des États membres comme en dehors, et bénéficient de l'appui d'alliances illibérales et conservatrices qui se sont consolidées à la faveur des élections de 2024 notamment au Parlement européen où l'on dénombre désormais trois groupes politiques relevant de la droite radicale nationaliste ou de l'extrême droite²⁸.

Pour répondre au risque de paralysie de l'action européenne instiguée par ces comportements de blocage, le Conseil a choisi jusqu'ici d'opter pour l'agilité, en publiant des communiqués à 26 États membres par exemple, ou en se félicitant de l'« abstention constructive » de la Hongrie pour faire passer certains textes. Mais le Conseil dispose d'autres armes et pourrait choisir, dans le contexte actuel de blocages accrus, une voie plus assertive afin d'envoyer un signal clair aux illibéraux, telle la suspension des droits de vote de l'État membre « qui s'écarte de manière essentielle et durable des valeurs de l'Union », ou encore l'avancée par le biais de la « coopération renforcée », qui peut s'établir avec un minimum de 9 États membres afin de briser la règle de l'unanimité. Des idées sont aussi émises afin d'offrir une plus forte crédibilité à l'article 7 du Traité de l'Union européenne qui prévoit un mécanisme de sanction contre un État membre aux pratiques faillies en matière d'État de droit et qui a été déclenché contre la Hongrie notamment mais n'a jamais abouti. L'une d'entre elles, portées par le Centre Jacques Delors de Berlin (Hertie School), serait de revitaliser la procédure de l'article 7 et de la faire aboutir en condamnant la Hongrie pour « manquement au principe de solidarité » dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune²⁹. D'autres pistes porteraient, par exemple, sur une extension du mandat du Fonds Européen pour la Démo-

24 « En Grande-Bretagne, et partout en Europe, je crains que la liberté d'expression ne soit en déclin. » https://securityconference.org/assets/user_upload/MS_C_Speeches_2025_Vol2_Ansicht.pdf (p.18)

25 https://commission.europa.eu/european-centre-democratic-resilience_fr

26 Edit Zgut-Przybylska, *Informal Power in Hungary and Poland*, ed. Routledge, 2026

27 Daniel Hegedüs, « How to better protect and support civil society in the EU? », IEP, 2026

https://www.authlib.eu/wp-content/uploads/2026/02/AUTHLIB_PP_2026_01_Hegedus_Final.pdf

28 Les Patriotes pour l'Europe (PfE), les Conservateurs et réformistes européens (CRE) et L'Europe des nations souveraines.

29 Ulrich Karpenstein, Thu Nguyen et Luke Dimitrios Spieker, « A Matter of Solidarity: A New Approach to Revive Article 7 TEU Against Hungary », Hertie School Centre Jacques Delors, Septembre 2025

<https://www.delorscentre.eu/en/publications/detail/publication/a-matter-of-solidarity>

cratie (EDD)³⁰ afin de soutenir en continu et de manière plus flexible les sociétés civiles attaquées par les dirigeants illibéraux au sein de l'UE.

* * *

Autant de pistes qui offriraient une crédibilité renforcée à l'Union européenne alors que les scénarios du scrutin hongrois demeurent assez ouverts. De fait, la victoire d'Orbán ou sa défaite contestée reste possible et sonnerait le glas des espoirs de déblocages rapides mais ouvrirait la voie justement à la recherche de solutions plus fermes. Un nombre accru d'États membres, exaspérés par le comportement hongrois, y semblent prêts. Si Péter Magyar l'emporte, la Hongrie ne fera plus usage de vétos systématiques, mais l'ensemble de ses positions ne changeront pas fondamentalement sur certains sujets de poids, tels l'Ukraine ou les enjeux de migration. Le système verrouillé par le Fidesz peut aussi empêcher Péter Magyar d'avoir une vraie marge de manœuvre notamment en terme budgétaire. Une majorité fragile peut conduire à des élections anticipées et donc au retour anticipé d'Orbán. Même perdant, le risque de voir le retour d'un Orbán revancharde dans un contexte européen fragile (cohabitations en République tchèque et en Pologne...) reste possible. Quelle que soit l'issue du scrutin du 12 avril prochain, des actions plus assertives de la part de l'UE s'avèrent importantes afin de prévenir le risque de l'inaction et de renforcer la crédibilité d'une Union européenne que ses adversaires se plaisent à dépeindre comme faible.

30 Ce mécanisme, pour le moment, a pour objectif de soutenir les sociétés civiles de pays hors UE.
<https://democracyendowment.eu/>

Directrice de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

